

# MALAISIE

## Développement à tout prix

*Les Malaisiens se sont clairement fait entendre pour plaider en faveur du renforcement de la sécurité humaine, en prenant position contre des politiques et des projets de développement qui ont un impact sur leur santé, leur bien-être social, leurs moyens d'existence et leur environnement. Le Plan de sécurité nationale actuel adopté par le Gouvernement (conçu dans le cadre de la Guerre globale contre le terrorisme), n'a pas aidé à atténuer le sentiment d'insécurité politique qui affecte le pays.*

**Consumers' Association of Penang  
Mageswari Sangaraingam / Shamila Ariffin  
Theivanai Amarthalingam / Meenakshi Raman**

Le concept de sécurité humaine englobe les préoccupations économiques, sanitaires et environnementales. Il s'agit, comme le note le Programme de développement des Nations-Unies, d'un concept «intégrateur» plutôt que simplement «défensif», qui inclut la sécurité des individus et des communautés, ainsi que des territoires et des Etats.<sup>1</sup>

L'intérêt du terme «sécurité humaine» est qu'il reconnaît les liens entre l'environnement et la société et atteste que nos perceptions de l'environnement et la manière dont nous utilisons l'environnement, sont historiquement, socialement et politiquement construites.<sup>2</sup>

Dans cet article, la sécurité humaine s'entend pour englober les dimensions suivantes :

- Sécurité économique (revenu et moyens d'existence de base assurés) ;
- Sécurité communautaire (sécurité de l'intégrité culturelle) ;
- Sécurité environnementale (accès à une alimentation en eau saine, à de l'air propre et à un système foncier non dégradé) ;
- Sécurité alimentaire (accès physique et économique à l'alimentation) ;
- Sécurité sanitaire (protection relative contre la maladie et les infections) ;
- Sécurité du logement (logement assuré) ;
- Sécurité personnelle (sécurité contre la violence et les menaces physiques) ;
- Sécurité politique (protection des libertés et droits humains fondamentaux).

## Déplacement des populations autochtones

Un des groupes communautaires les plus vulnérables et exposés en Malaisie est celui des populations autochtones dont les modes d'existence et l'intégrité culturelle ont été gravement

---

<sup>1</sup> Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD). *Human Development Report 1994*. New York : Oxford University Press, 1994.

<sup>2</sup> Canadian Global Change Programme, The Royal Society of Canada. *Changes*. N° 5, Ontario, 1997.

sapés. Les Orang Assli, comme l'on appelle les populations autochtones en Malaisie, renvoient collectivement à 20 sous-groupes ethniques de la Péninsule et à plus de 90 communautés distinctes de Sabah et Sarawak. Les Orang Assli sont tous régis par des lois foncières différentes,<sup>3</sup> et leurs revendications et leurs droits fonciers sont souvent ignorés par les différents gouvernements étatiques : la question majeure que rencontrent ces communautés est celle de la privation des terres. Dans les cas où certains des droits des Orang Assli sont reconnus, cette reconnaissance peut être supprimée de manière non transparente et non participative pour toute raison jugée valide par les autorités.<sup>4</sup>

Les projets d'exploitation forestière et de développement – en général les barrages et les routes – entraînent souvent des programmes réinstallation forcée. Inévitablement, ces programmes impliquent la destruction du tissu social et de la sécurité économique des communautés et les réduit à des conditions de vie déplorables. Dans le Sarawak (un Etat situé à Bornéo), les activités des compagnies forestières malaisiennes ont causé de graves difficultés aux communautés autochtones, en particulier aux Penan, qui à l'origine vivaient de la chasse et de la cueillette.

En 1999, 10.000 autochtones de 5 communautés ethniques ont été réinstallés contre leur gré pour laisser la place au Barrage Bakun financièrement non viable dans le Sarawak. Ces populations ont actuellement des conditions d'hébergement désastreuses, avec un accès limité à l'eau propre, l'électricité, l'éducation, le soutien agricole et les soins de santé. Avec la destruction de leurs ressources forestières et la pollution de leurs fleuves et de l'air, la sous-alimentation, la malnutrition et les maladies sont devenues monnaie courante. Avec la disparition de la majeure partie des forêts vierges du Sarawak en raison de l'exploitation forestière extensive, les plantations de palmiers à huile et de bois pour la pâte à papier contribuent à détruire le peu de ressources qui reste et à transformer des propriétaires terriens autosuffisants en ouvriers agricoles de bas niveau.

Dans la Péninsule, les Orang Assli ont perdu leurs droits sur des milliers d'hectares de leurs terres ancestrales. Entre 1995 et 1997, près de 2.764 hectares de terres appartenant aux Orang Assli ont été retirés du répertoire géographique à des fins de développement. Moins de 20% des plus de 600 villages Orang Assli que compte la Péninsule ont été répertoriés comme réserves. A l'inverse, l'Etat peut abolir le statut de terres répertoriées sans être obligé de verser une indemnisation ou d'affecter un autre site.

En 2000, une partie de la communauté Temuan a été déplacée pour laisser la place à un barrage destiné à l'alimentation en eau de Selangor, avec des conséquences humaines, culturelles et environnementales qui ne peuvent être qualifiées que de désastreuses. Un autre groupe à Pahang subira peut-être bientôt le même sort, car les autorités soutiennent qu'il faudra davantage d'eau d'ici 2007.

Aujourd'hui, la lutte pour garantir les droits à la terre des populations autochtones, ainsi que leur accès aux ressources de la biodiversité dépend de l'organisation et de la mobilisation effectives de ces communautés, avec l'appui des ONG locales, lorsque le besoin se fait sentir.

### **Un environnement dégradé<sup>5</sup>**

Depuis la transformation de la Malaisie en une économie industrialisée, la pollution et la contamination des ressources prévalent dans son environnement. Le développement sauvage

---

<sup>3</sup> Les Orang Assli ne constituent pas un groupe homogène. Il sont répartis au moins en 95 sous-groupes, ayant chacun sa propre langue et sa propre culture distincte. Toutefois, tous sont marginalisés sur les plans culturel et socioéconomique. Seulement 0,02% des Orang Assli ont un titre foncier.

<sup>4</sup> Consumers' Association of Penang. *Utusan Consumer*, décembre 1999.

<sup>5</sup> Sahabat Alam Malaysia. *Malaysian Environment Alert 2001*. Penang, 2001.

dans les collines, les zones marécageuses et les forêts continuent de ravager ces écosystèmes sensibles. La déforestation et le défrichement non seulement compromettent la qualité des rivières et des réserves de terres marécageuses, mais aussi ont des effets sur les changements climatiques.

Sur les 120 bassins fluviaux contrôlés en 2001, il a été constaté que 39% étaient pollués et 11% très pollués. Les activités humaines ont continué de constituer une menace pour les écosystèmes fragiles de l'environnement marin. Les principaux contaminants dans les eaux côtières en 2001 étaient les bactéries *Escherichia Coli*, des matières en suspension, des huiles et des graisses. Tous ces contaminants, ainsi que le mercure, excédaient les Normes de qualité provisoires de l'eau de mer. En 2000, la charge combinée de la pollution de l'air à partir de sources mobiles, de sources stationnaires et de la combustion des déchets municipaux et industriels était d'environ 3,2 millions de tonnes.<sup>6</sup>

La dégradation de l'environnement a une incidence sur les sphères physique et sociale. L'insalubrité des écosystèmes peut être imputée à la mauvaise gestion des ressources naturelles. A l'échelle humaine, la pauvreté, la maladie, la perte de revenu et une baisse de la qualité de vie générale sont des conséquences supplémentaires de l'utilisation inadéquate des ressources et de la distribution inéquitable de la richesse du pays.

Les incidences sociales de la dégradation pèsent généralement sur les communautés et les populations indigènes les plus pauvres, qui tirent leur subsistance des ressources fournies par les forêts, les fleuves et les mers. Mais les populations rurales ne sont pas les seules affectées ; les populations urbaines sont également exposées à la pollution, à une mauvaise situation sanitaire, à des conditions de vie insalubres et à des possibilités limitées d'acquiescer un revenu.

### **Insécurité sanitaire**

La santé de la population se dégrade. Près de 40.000 nouveaux cas de cancer sont détectés tous les ans. En termes de risque, après correction pour cas non signalés, un Malaisien sur 4 peut s'attendre à avoir le cancer au cours de sa vie. Une révélation alarmante est le fait que les Malaisiens présentent les taux les plus élevés de cancers de la sphère O.R.L. et de cancers du col de l'utérus au monde.

Avec une hausse du pourcentage de personnes âgées de plus de 60 ans à près de 11% d'ici 2020 et la prévalence croissante des habitudes malsaines associées à la société d'abondance, tels que le tabagisme, des régimes alimentaires peu appropriés, le gain de poids excessif et le manque d'exercice, on s'attend à une hausse de l'incidence du cancer. Selon le ministre de la Santé, Datuk Chua Jui Meng, les excès alimentaires ont entraîné une hausse des maladies non contagieuses telles que les maladies cardio-vasculaires, le diabète et l'hypertension artérielle. De plus, 25% des Malaisiens ont une surcharge pondérale, alors que 4,4% rencontrent des problèmes d'obésité.

L'Etude nationale sur la morbidité a montré que si le taux de prévalence mondial du tabagisme était de 47% ce taux en Malaisie était de 2,2% plus élevé. Selon une étude de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le tabagisme est en train de se propager chez les adolescents malaisiens, avec près de 50 nouveaux fumeurs par jour.<sup>7</sup> Près de 10.000 décès liés au tabagisme sont signalés tous les ans. La toxicomanie est en hausse : 1% de la population totale de la Malaisie se drogue.

### **Pas de logements pour les sans abri**

<sup>6</sup> Department of Statistics. *Compendium of Environmental Statistics 2003*. Malaisie 2003.

<sup>7</sup> « No Butts About It ». *New Straits Times*, 16 juillet 2003.

L'industrialisation et l'urbanisation rapides depuis le milieu des années 70 ont entraîné un afflux de millions de personnes des villages et des pays voisins vers les grands centres urbains. Plus de 35.000 familles vivent dans des conditions déplorables dans des colonies de squatters à Kuala Lumpur, Selangor, Johor, Sarawak et Sabah. Selon les estimations, près de 20% de la population de la Klang Valley sont des squatters. L'existence de telles colonies dans de nombreux centres urbains est un signe de l'échec de la politique publique en matière de logement.

Dans sa planification et ses politiques de l'habitat, le gouvernement s'est engagé à fournir des logements mais les cibles projetées n'ont pas été atteintes, en particulier la fourniture de logements adéquats au segment à faible revenu.<sup>8</sup> L'incapacité à atteindre les cibles projetées est imputée à la situation économique défavorable actuelle, à la dépendance excessive vis-à-vis du secteur privé, à la mauvaise affectation des ressources, en raison du contrôle et de la supervision inadéquats du secteur privé par les autorités. En conséquence, en décembre 2000, il y avait, dans le pays, 514 projets de logements abandonnés, d'une valeur de 7,5 milliards de ringitt malaisiens (soit près de 2 milliards de dollars US), touchant 68.340 personnes.<sup>9</sup>

Il y a également un problème de logements vides : en mars 2003, il y avait, sur le marché, 59.750 unités résidentielles inoccupées, estimées à un montant de 7 milliards de ringitt malaisiens (1,84 milliards de dollars). Près de 39% de ces logements invendus étaient sur le marché depuis 24 mois, sans acheteur en vue. Avec une meilleure planification et un meilleur contrôle par les autorités, ces ressources auraient pu être orientées vers la fourniture de logements aux nécessiteux.<sup>10</sup>

La Malaisie manque de lois relative aux locations, pour garantir la sécurité des locataires, ce qui laisse beaucoup de ceux-ci à la merci des propriétaires, en particulier après l'entrée en vigueur, le 31 décembre 1999, de la Loi (abrogation) sur le contrôle des loyers (Control of Rent - Repeal - Act) de 1997. Les effets de cette Loi se font toujours sentir.

La Malaisie a besoin d'une politique nationale judicieuse en matière d'habitat pour répondre aux besoins de ceux qui veulent acquérir un logement. Il faudrait mettre davantage l'accent sur la fourniture de logements publics soit à travers des subventions versées aux locataires, soit à travers la construction de logements à des prix abordables. De nouvelles approches sont nécessaires pour lutter contre les inégalités existantes de pouvoir d'achat entre les personnes dans des tranches de revenu différentes.

## **Insécurité personnelle**

Le taux de criminalité en Malaisie est entrain d'empirer. L'indice de la qualité de la vie pour la Malaisie, en 2002,<sup>11</sup> a révélé une baisse brutale de l'indice de sécurité publique, avec un taux de criminalité mesuré par le nombre de crimes pour 1.000 personnes passant à près du double, de 3,8 en 1990 à 7,1 en 2000. Les femmes continuent d'être les principales victimes de la violence, avec des hausses annuelles des statistiques sur le viol et les meurtres. Rien que jusqu'en mars 2003, près de 400 femmes avaient été violées et 105 avaient été assassinées.<sup>12</sup> Une tendance alarmante se dégage, dans la mesure où les assaillants sont plus jeunes et les jeunes filles de plus en plus ciblées. Il y a également une augmentation des viols d'enfants,

---

<sup>8</sup> Les 20% les plus pauvres en Malaisie n'ont accès qu'à 4,4% du PIB. Les 10% les plus pauvres ont accès à 1,7% du revenu. Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD). *Human Development Report 2003*.

<sup>9</sup> « Tax Rebates for Housebuyers ». *New Straits Times*, 18 septembre 2003.

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> Economic Planning Unit, Prime Minister's Department. *Malaysia Quality of Life Index 2002*. Malaisie 2002.

<sup>12</sup> « Violence Against Women on the Rise ». *New Straits Times*. 8 septembre 2003.

des viols de femmes en détention, des viols de filles et de femmes par des personnes en position de confiance, et le recours à la violence extrême, débouchant dans certains cas sur le meurtre.

En termes de sécurité au travail, le lieu de travail est devenu un endroit dangereux pour les travailleurs en Malaisie. Il y a eu 85.869 accidents industriels en Malaisie, en 2001.<sup>13</sup> Ces accidents ont causé 985 décès et des handicaps permanents pour 11.162 travailleurs. Le nombre d'accidents de la route a connu une hausse vertigineuse, avec, en 2001, une moyenne de 16 décès par jour dus à des accidents de la route.

### **Insécurité alimentaire**

Les communautés autochtones et rurales de la Malaisie sont confronté à la perte régulière des terres et des ressources dont ils dépendent pour assurer leurs moyens d'existence et leur sécurité alimentaire. Avec l'introduction de projets de développement tels que les autoroutes, les barrages, les domaines industriels, les vastes plantations et les projets d'aquaculture, de nombreuses communautés rurales qui se livrent à la production vivrière se retrouvent confrontées à la marginalisation et à la perte de leurs moyens d'existence. Les communautés traditionnelles de pêcheurs dans de nombreuses parties du pays sont affectées par l'invasion de la pêche au chalut, qui détruit les ressources marines côtières, et aussi par la pollution des eaux pour les industries et d'autres sources terrestres.

De nombreux systèmes agricoles du pays sont actuellement affectés par la dégradation écologique. La productivité, la stabilité et la viabilité de ces systèmes sont menacées, ce qui compromet l'approvisionnement continu en produits alimentaires. La balance commerciale pour ce qui est de l'alimentation penche en faveur des importations (13 milliards de ringitt malaisiens – 3,42 milliards de dollars) alors que les exportations annuelles tournent autour de 7 milliards de ringitt malaisiens (1,84 milliards de dollars). Près de 34.000 hectares de terres non exploitées ont été identifiés dans la Péninsule de la Malaisie. Toutefois, seulement 12.000 hectares seront convertis pour des projets agricoles, car le reste n'a pas été jugé approprié pour l'agriculture.

Nombre des agents chimiques introduits dans la chaîne alimentaire, notamment les pesticides, les engrais, les régulateurs de croissance des plantes et les antibiotiques sont également néfastes, pour les humains à fortes doses, ou après une exposition prolongée à de faibles doses. S'apprêtant à faire de l'agriculture un moteur de la croissance pour la Malaisie, le ministère de l'Agriculture reconnaît que les pays sont pointilleux sur l'origine de leurs importations alimentaires et exigent les normes sanitaires et de sécurité sanitaire les plus élevées. Alors que le gouvernement est en train de promouvoir l'agriculture de manière vigoureuse, il y a lieu de prendre en compte le sort des agriculteurs pour ce qui est de l'insécurité de la propriété foncière, du crédit, de la commercialisation et de l'incidence des accords de libre-échange. La distribution foncière inégale et l'exploitation des paysans sans terres sont d'autres causes de la pauvreté et de l'insécurité rurales.

### **Sécurité de l'Etat et insécurité politique<sup>14</sup>**

En 2003, la poursuite de la « Guerre contre le terrorisme » menée par les Américains a créé un climat de crainte qui a permis au gouvernement malaisien de continuer d'user de l'appareil d'Etat pour réprimer la dissidence. Ceci a eu une incidence négative sur la situation des droits humains tout au long de l'année.

<sup>13</sup> « Enhancing Safety at the Work Place ». *New Straits Times*. 31 août 2003.

<sup>14</sup> Suara Rakyat Malaysia. *Civil and Political Rights in Malaysia. Executive Summary 2003*. SUARAM. Kuala Lumpur, 2003.

La sécurité de l'Etat a servi de justification pour la détention sans procès de prétendus « extrémistes/terroristes islamiques » aux fins de la Loi sur la sécurité intérieure - Internal Security Act (ISA) et d'autres lois répressives. Les Malaisiens ont également été témoins des mesures énergiques contre les mouvements étudiants et les grandes manifestations politiques et des restrictions plus sévères contre une presse déjà réprimée.

La plupart des personnes détenues aux fins de l'ISA, en 2003, étaient des extrémistes/militants religieux présumés. A ce jour, aucun n'a été traduit devant un tribunal pour des activités liées au terrorisme, bien que les dispositions pénales du pays soient suffisamment générales.

Dans l'Index mondial de la liberté de presse, publié en octobre 2003 par Reporters sans frontières, la Malaisie restait au nombre des pays figurant dans la moitié inférieure du tableau. Son classement à la 104<sup>ème</sup> place n'a représenté qu'une amélioration marginale par rapport au classement de l'année antérieure, où elle 110<sup>ème</sup>.